



**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie
n° 2017-011 du 20 juillet 2017 relative aux prochains tarifs
péréqués d'utilisation des réseaux de distribution de gaz
naturel des Entreprises Locales de Distribution
Réponses des GRD du SPEGNN**

Bilan des tarifs ATRD4 des ELD

- **Question 1** : (page 13)

Quel est votre retour d'expérience sur les tarifs ATRD4 des ELD et les conditions d'utilisation actuelles des réseaux de distribution de gaz naturel des ELD, entrés en vigueur le 1er juillet 2013 à l'exception du tarif de Sorégies, entré en vigueur le 1er juillet 2014 ? Partagez-vous les analyses de la CRE sur le bilan des tarifs ATRD4 des ELD ?

Le SPEGNN considère que le bilan du tarif ATRD4 est globalement satisfaisant.

Toutefois, nous souhaitons sensibiliser la CRE sur les points suivants :

- les particularismes locaux et la taille des ELD n'ont pas été suffisamment pris en compte (lourdeur du dispositif, règles de gestion tendant à être alignées sur celles de GRDF, impacts sur les Systèmes d'Information...) ;
- le plafonnement à + ou – 2 % du facteur k (mis en place lors de l'ATRD 4), résultant de l'apurement du solde du CRCP, doit permettre de lisser dans le temps des écarts significatifs entre le prévisionnel et le réalisé et d'éviter ainsi des variations tarifaires trop importantes d'une année sur l'autre.
Il apparaît cependant, qu'en fin de période tarifaire le montant de ce solde peut être significativement positif ou négatif. Ainsi, celui-ci ne doit pas influencer dans la fixation du tarif de la période tarifaire suivante, puisqu'il correspond bien à un montant permettant de couvrir les charges reconnues passées.

Cadre de régulation incitative

- **Question 2** : (page 14)

Etes-vous favorable au maintien d'une durée de quatre ans environ pour les prochains tarifs des ELD ? Si vous ne considérez pas cette durée comme pertinente, quelle serait, selon vous, la durée la plus pertinente ? Quelles conditions devraient accompagner cette évolution de la durée ?

Le SPEGNN considère que quatre ans est une durée satisfaisante pour une période tarifaire et souhaite son maintien.

Cependant, nous considérons que le décalage avec GRDF engendre mécaniquement des dissymétries d'information et de concertation sur des problématiques tarifaires (ex : mécanisme incitation au développement, coûts unitaires des investissements, homothétie, structure tarifaire...) alors qu'un traitement uniforme est appliqué.

Par ailleurs, ce décalage porté à deux ans risque d'introduire un traitement différencié dans la rémunération des capitaux investis alors que les autres règles restent d'application uniformes.

Le SPEGNN réitère sa demande de recaler la période tarifaire des ELD sur celle de GRDF pour le prochain tarif ATRD 6 afin d'être intégralement impliqué, c'est-à-dire de la même façon que GRDF, dans les travaux de préparation de ces tarifs. En cas d'impossibilité d'aligner notre période tarifaire avec celle de GRDF, le décalage doit être le plus faible possible.

- **Question 3** : (page 15)

Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à la productivité sur les charges nettes d'exploitation des ELD selon lequel l'opérateur conserve les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?

De manière générale, le SPEGNN est favorable à ce que l'opérateur conserve la totalité des gains et pertes sur la période tarifaire. En effet, cette disposition est vertueuse car elle incite l'opérateur à réaliser des gains de productivité, et elle traite de manière symétrique les gains et les pertes.

- **Question 4** : (page 16)

Êtes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de régulation incitative sur les charges de capital « hors-réseaux » ?

Conformément aux propos que nous avons tenus lors de notre audition devant le collège de la CRE le 15/06/2017, nous vous confirmons que nous ne sommes pas favorables à ce mécanisme que nous trouvons disproportionné par rapport aux enjeux. Nous considérons que ce mécanisme est également dangereux pour nos entreprises par rapport aux risques encourus de non prise en compte au CRCP.

Pour ce qui concerne les enjeux, la raison d'être de ce mécanisme provient, selon la CRE, du risque d'arbitrage entre dépenses d'investissement et charges d'exploitation. Sauf erreur de notre part, et malgré les audits menés dans le cadre de l'ATRD5 et des précédents ATRD, aucun arbitrage de ce type n'a été relevé dans nos entreprises. Il nous apparaît donc raisonnable de ne pas complexifier l'ATRD 5 par un nouveau mécanisme inadapté à notre taille et pour un risque purement théorique.

Pour les risques encourus par nos entreprises de non prise en compte au CRCP, il convient de noter que de par leur taille et leur ancrage local, leur maîtrise des dépenses d'investissement n'est pas comparable à celle de GRDF qui dispose d'un foisonnement beaucoup plus important. Le bilan de l'ATRD 4 (page 10 de la consultation publique) montre pour nos entreprises un écart moyen sur la durée du tarif, entre la trajectoire prévisionnelle et le réalisé, compris dans une fourchette allant de -31% à +22% (hors Sorégies). Cet écart était de -4,7% pour GRDF sur l'ATRD 4.

Par ailleurs, indépendamment des écarts moyens entre le réalisé et le prévisionnel sur la durée du tarif, la variabilité des investissements d'une année sur l'autre, par rapport au prévisionnel, est très forte. Ce phénomène n'est pas constaté chez GRDF grâce au foisonnement dont il dispose.

Les dépenses « hors-réseaux » n'échappent aucunement à ce même constat, surtout pour ce qui concerne les dépenses liées aux Systèmes d'Information pour lesquelles nous sommes globalement dépendants : en amont pour ce qui concerne les spécifications et en aval pour ce qui concerne les éditeurs ou fournisseurs de solutions.

Aussi, l'avantage lié à nos petites tailles d'entreprises est notre forte réactivité pour le peu que nous puissions encore rester manœuvrant et avoir par exemple la possibilité de nous doter des outils SI nécessaires à notre activité, même si cela n'avait pas été défini dans une trajectoire 5 ans auparavant.

- **Question 5 :** (page 16)

Etes-vous favorable à l'introduction d'un mécanisme de suivi des coûts unitaires des investissements dans les réseaux réalisés sous la maîtrise d'ouvrage des ELD disposant d'un tarif ATRD spécifique ? Que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE ?

Le SPEGNN a déjà souligné à de nombreuses reprises que du fait de la taille des ELD, l'observation des coûts unitaires d'investissement et de leurs variations n'était pas statistiquement significative et en conséquence non pertinente. Le SPEGNN n'est donc pas favorable à l'introduction d'un nouveau mécanisme de suivi des coûts unitaires d'investissement et alerte la CRE sur les moyens humains et matériels nécessaires pour produire ces données.

- **Question 6 :** (page 17)

Êtes-vous favorable à l'évolution de la fréquence de calcul et de remontée des valeurs des indicateurs à la CRE proposée ?

Le SPEGNN est favorable à cette évolution.

- **Question 7** : (page 18)

Avez-vous des remarques sur la liste des indicateurs de suivi de la qualité de service envisagés ?

Le SPEGNN est favorable à une liste d'indicateurs qui soit pertinents et en diminution.

- **Question 8** : (page 19)

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités, c'est-à-dire à la fixation d'un unique objectif de référence fondé sur la moyenne pondérée des performances des ELD sur les deux années précédentes et de valeurs « plancher » pour les indicateurs incités financièrement ?

Le remplacement d'un objectif exprimé en base et en cible par un niveau de référence unique élimine une zone neutre non incitée financièrement et par conséquent, augmente le risque de pénalité pour l'opérateur.

En effet, c'est l'objectif cible et non l'objectif de base qui est devenu, pour la plupart des indicateurs, l'unique objectif.

Par ailleurs, autour d'une valeur « objectif » les bonus et malus devraient être symétriques, avec une espérance équilibrée de gains versus pertes. Or les planchers et plafonds financiers proposés sont fortement dissymétriques. Un tel dispositif relèverait alors plus d'une régulation punitive qu'incitative. Cette symétrie financière était d'ailleurs davantage présente dans la régulation incitative de l'ATRD 4 que dans le dispositif projeté et, en termes de comparaison, la dissymétrie appliquée à GRDF est bien moindre, et les taux objectifs sont très inférieurs.

Les ELD ne sont donc pas favorables à cette évolution.

- **Question 9** : (page 19)

Êtes-vous favorable à l'évolution proposée du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire ?

Le SPEGNN reste ouvert à l'évolution du mécanisme d'ajustement des paramètres de la régulation incitative de la qualité de service en cours de période tarifaire, mais la conditionne à une réelle concertation préalable à toute modification envisagée par la CRE. En effet, l'introduction de nouveaux indicateurs peut être conditionnée par des moyens supplémentaires et des évolutions des Systèmes d'Information pour le recueil des données.

- **Question 10** : (page 20)

Êtes-vous favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant les ELD à développer un portail à destination des fournisseurs ?

Le SPEGNN est favorable à la mise en place d'un mécanisme incitant les ELD n'ayant pas encore de portail à destination des fournisseurs, dans la mesure où la totalité des charges liées au développement des évolutions ainsi qu'à la maintenance des portails sont systématiquement comprises dans les charges reconnues de l'ensemble des ELD.

- **Question 11** : (page 22)

Etes-vous favorable à la mise en place d'une régulation incitant les ELD à développer le nombre d'utilisateurs raccordés au réseau de gaz ?

Une régulation incitant les plus gros opérateurs à développer le nombre d'utilisateurs raccordés à leurs réseaux existe déjà et nous y sommes favorables. Le mécanisme mis en place avec l'ATRD4 est trop récent pour le remplacer dès à présent car nous n'avons pas suffisamment de recul.

- **Question 12** : (page 22)

Etes-vous favorable aux modalités du mécanisme d'incitation envisagé par la CRE ?

Le mécanisme d'incitation proposé par la CRE, similaire à celui qui a été mis en place pour GRDF, est envisageable sous réserve qu'il soit établi sur la base d'une étude de marché spécifique à chaque zone desservie.

- **Question 13** : (page 23)

Êtes-vous favorables à l'introduction pour les ELD concernées d'un dispositif de régulation incitative des dépenses de R&D avec un suivi en fin de période tarifaire des projets de R&D des ELD ?

Dans l'hypothèse où un mécanisme de régulation incitative des dépenses de R&D serait mis en place par la CRE, le SPEGNN estime qu'il paraît justifié de mettre en place un suivi annuel des projets, dans la mesure où le processus de suivi de ces coûts n'ajouterait pas de contraintes supplémentaires pour l'opérateur.

- **Question 14** : (page 24)

Etes-vous favorable à la prise en compte des charges de pertes et différences diverses au CRCP ?

Compte tenu du caractère très aléatoire de ce poste de charges, le SPEGNN est favorable à la prise en compte des pertes et différences diverses au CRCP.

- **Question 15** : (page 25)

Etes-vous favorable à la reconduction des principes du mécanisme de CRCP existant ? Sinon, quelles seraient, selon vous, les modifications à apporter au mécanisme actuellement en vigueur ?

Le SPEGNN est favorable à la reconduction des principes du mécanisme du CRCP existant, permettant de prendre en compte, pour certains postes, les écarts peu prévisibles entre le prévisionnel et le réalisé.

A noter toutefois que le mécanisme actuel de plafonnement du coefficient k à $\pm 2\%$ en cours de période tarifaire ne doit pas pénaliser l'opérateur sur la période tarifaire suivante, d'autant plus si le solde positif aurait pour conséquence une augmentation significative de la première marche sur la période tarifaire suivante.

- **Question 16** : (page 25)

Etes-vous favorable aux évolutions proposées concernant les différents postes au CRCP ?

Les évolutions proposées par la CRE répondent, en partie, à de nouvelles contraintes.

Aussi le SPEGNN est favorable à l'évolution de certains postes au CRCP, mais souhaiterait que les nouvelles dispositions qui s'imposent aux ELD, soient traitées différemment.

Ainsi, le SPEGNN souhaite notamment que :

- Les charges réelles liées aux impayés soient prises en compte en totalité au CRCP ;
- Les charges de capital « hors réseau » figurent à 100% au CRCP.

- **Question 17** : (page 25)

Etes-vous favorable au maintien d'une clause de rendez-vous pour les tarifs ATRD5 des ELD, selon des critères d'activation similaires à ceux mis en place pour la clause de rendez-vous des tarifs ATRD4 ?

Le SPEGNN est favorable à une clause de rendez-vous activable au moins tous les deux ans selon des critères similaires à ceux mis en place pour l'ATRD4. Cette disposition permet en effet de prendre en compte l'impact d'une décision significative d'ordre législatif, réglementaire ou juridictionnel.

Demandes tarifaires des ELD et analyse préliminaire de la CRE

- **Question 18** : (page 28)

Que pensez-vous des hausses des charges d'exploitation demandées par les ELD ?

Nous estimons que le niveau des charges d'exploitation demandées par les ELD est justifié.

Celles-ci intègrent en effet les évolutions de périmètre (loi NOTRE, LTECV ...) qui justifient une hausse en conséquence. Le SPEGNN regrette que ces modifications de périmètre ne transparaissent pas suffisamment dans la consultation de la CRE, et en rendent ainsi difficile une lecture objective.

- **Question 19** : (page 40)

Que pensez-vous des fourchettes hautes et basses de charges d'exploitation retenues par la CRE ?

Le SPEGNN regrette de constater que les fourchettes proposées ne permettent pas de répondre à la couverture des charges d'exploitation exprimées par les ELD.

Nous rappelons que ces charges comprennent notamment des charges nouvelles qui n'étaient pas présentes dans la précédente période tarifaire. Pour certaines ELD, les retraitements et les ajustements de charges envisagés par la CRE, dont certains portent sur des charges de fait imposées, contraindraient ces ELD à réaliser des gains de productivité irréalistes qui ne sont pas mis en évidence dans la consultation publique.

- **Question 20** : (page 43)

Que pensez-vous de la fourchette de taux de rémunération envisagée par la CRE ?

Le SPEGNN regrette de constater que la fourchette de taux de rémunération envisagée par la CRE (4,50% à 5,00%) soit significativement inférieure à la plage demandée par les ELD (5,24% - 5,68%).

La demande du SPEGNN est fondée sur une étude réalisée par Microeconomix (depuis repris par Deloitte), communiquée à la CRE et rendue publique sur le site internet du SPEGNN.

Selon les conclusions de ce rapport, la taille relativement réduite des ELD n'est pas sans incidences sur leur coût de financement et sur le niveau de risque supporté par les investisseurs.

Dans son rapport, Microeconomix note que les sociétés de taille réduite ont une plus forte sensibilité aux conditions économiques et aux aléas, d'où un risque systémique accru pour les actionnaires. Dans le cas particulier des ELD, la faible diversification géographique, le manque de diversification sur plusieurs métiers et, dans certains cas, leur profil mono-énergie contribue à augmenter le risque pour l'investisseur. Nous pouvons citer en exemples, la défaillance de la société Electricité Services Gironde suite à la tempête de 1999, ainsi que l'accident survenu sur le réseau de gaz de Mulhouse en 2004, qui auraient sûrement eu des conséquences financières dévastatrices pour une ELD. En plus de leur faible diversification, les ELD sont également plus exposées au risque, du fait du rapport entre les coûts fixes et les coûts variables (« operating leverage ») plus élevé que la moyenne.

A ce risque accru supporté par les actionnaires, il convient d'ajouter les coûts de transaction supplémentaires qu'ils supportent pour investir dans des entreprises de petite taille (difficulté d'accès à l'information dans le cas de sociétés non cotées).

Microeconomix propose en conséquence un ajustement du CMPC à la hausse, afin de rémunérer justement le risque plus élevé supporté par les actionnaires, par rapport à un Gestionnaire de Réseau de Distribution de grande envergure tel que GRDF.

Plus précisément, Microeconomix propose d'augmenter le taux de rendement requis des fonds propres au travers d'un bêta fixé à 0,45 (valeur retenue pour l'ATRT6) et d'une prime de taille sur le coût des fonds propres entre 0,3% et 0,4%.

Le consultant appuie ses recommandations sur une revue de la littérature académique et d'études empiriques, selon lesquelles le taux de rendement requis par les investisseurs est d'autant plus élevé que la taille de la société est faible, ainsi que sur l'analyse des pratiques d'autres régulateurs européens. Microeconomix a notamment constaté une fourchette de prime sur fonds propres ou équivalents de l'ordre de 0,10% à 0,70% (avec une valeur moyenne de 0,36%), alors même que les entreprises concernées sont de taille bien plus importante que les ELD gazières.

Microeconomix a revu les autres paramètres de marché retenus par Frontier Economics pour le calcul du CMPC applicable à GRDF dans le cadre de l'ATRD 5 et les laisse largement inchangés, prenant en compte l'évolution des marchés financiers entre-temps. Au final, le consultant recommande une fourchette de CMPC allant de **5,24% à 5,68%**.

Le SPEGNN ne pourrait pas comprendre que la situation particulière des ELD du fait de leur faible diversification et de leur taille ne soit prise en compte au niveau du taux de rémunération accordé et que ce taux puisse être inférieur à celui de GRDF.

Enfin, le SPEGNN tient à souligner que selon l'article L452-1 du code de l'énergie, « *Les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution de gaz naturel et des installations de gaz naturel liquéfié, ..., sont établis de manière transparente et non discriminatoire afin de couvrir l'ensemble des coûts supportés par ces gestionnaires, dans la mesure où ces coûts correspondent à ceux d'un gestionnaire de réseau ou d'installations efficace.* ».

Dès lors que l'effet « taille » sur le taux de rémunération des actifs est objectivement démontré par l'étude précédemment citée, qu'il induit une charge effectivement supportée par les GRD des ELD gazières, que la non prise en compte de cet effet ne saurait être justifiée par la notion d'opérateur efficace puisque la taille est une caractéristique intrinsèque qui s'impose aux ELD, cet effet ne peut qu'être pris en compte.

Le SPEGNN souligne en complément que la prise en compte de cet effet taille, dans le taux de rémunération des actifs, impacte de façon raisonnable le niveau des tarifs ATRD des ELD, et donc les clients finals, ces derniers bénéficiant par ailleurs d'un véritable service de proximité favorisé justement par la taille des ELD.

Structure des tarifs

- **Question 21** : (page 59)
Etes-vous favorable à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel consistant à les rendre homothétiques à celles de GRDF ? La méthodologie envisagée par la CRE vous semble-elle pertinente ?

Le SPEGNN n'est pas favorable à l'harmonisation des structures des grilles tarifaires ATRD des ELD de gaz naturel.

Concernant la méthodologie mise en œuvre, les modalités n'étant pas connues à ce jour, il est aujourd'hui impossible pour le SPEGNN, d'en apprécier la pertinence.

Nouvelles concessions

- **Question 22** : (page 59)
Que pensez-vous d'une éventuelle extension des règles tarifaires applicables aux nouvelles concessions aux autres modes de gestion de l'activité de distribution de gaz naturel ?

Le SPEGNN n'a pas d'avis pour cette question.

Autre question

- **Question 23** :

Avez-vous toute autre remarque sur les prochains tarifs ATRD5 des ELD ?

Le SPEGNN regrette que la problématique des clients à option tarifaire T3 recourant au gaz de façon intermittente (appoints/secours) n'ait pas été prise en compte pour l'ATRD 5.